



**Déclaration liminaire du SNUipp-FSU12
CAPD MOUVEMENT DU 18 MAI 2018**

Monsieur le Directeur Académique
Mesdames, Messieurs les membres de la CAPD

Le 26 avril, par voie de presse et par le biais du Bulletin Officiel transformé pour l'occasion en outil de propagande politique, M. Blanquer a tenu à adresser un message à l'ensemble des personnels de l'Education Nationale.

Aux enseignantes et aux enseignants d'abord, il a cru bon de rappeler un certain nombre de bonnes pratiques remettant ainsi en cause leurs compétences professionnelles. Certaines de ces pratiques sont déjà mises en œuvre au quotidien dans les classes et le ministre réinvente l'eau tiède comme la pratique du calcul mental et l'apprentissage systématique de l'orthographe, l'utilisation des cahiers Seyès ou l'injonction d'« assigner à chaque séance un objectif d'apprentissage précis ». D'autres vont à l'encontre des résultats de la recherche et des pédagogies actives comme les leçons de grammaire et de vocabulaire sans lien avec la production écrite ou encore la méthode syllabique pure qui met de côté tout le travail sur la compréhension et la production d'écrit, préconisées dans les programmes et jugées essentielles par les enseignants de CP. D'autres enfin sont risibles comme « veiller à circuler dans les rangs ».

Aux enseignant-es, aux conseiller-es pédagogiques, aux formateurs des ESPE, il a cru utile de rappeler que « la liberté pédagogique ne doit pas être l'anarchisme pédagogique », accusant ainsi les collègues et les structures de formation de couvrir, voire d'encourager une forme de chaos didactique dans nos écoles.

Ces différentes déclarations ne sont évidemment pas de nature à fonder « l'école de la confiance » que M. Blanquer appelle pourtant de ses vœux. Il semble que sa mission principale est de créer un climat de défiance entre les enseignant.es et la société. Cette stratégie relève de la démagogie et du « populisme éducatif », flattant les franges les plus réactionnaires de la population tantôt en ravivant de vieilles recettes datant d'une école du passé fantasmée, tantôt en y prescrivant ses recettes libérales.

Les personnels des écoles sont aujourd'hui soumis à de vives tensions : dégradation des conditions de travail, multiplication des missions, précarisation, pressions sociétales. Alors le SNUipp-FSU et les enseignant-es attendent du ministre, non pas des phrases démagogiques et stigmatisantes, mais de l'écoute et des décisions qui donnent du sens et des perspectives novatrices et positives au service d'une école plus juste, plus coopérative, plus émancipatrice et certainement plus efficace.

Concernant les opérations du mouvement, les services de la DSDEN ont une fois de plus été très disponibles et efficaces pour répondre à nos questions. Nous les en remercions. Près d'un collègue sur deux du département a souhaité changer de poste : c'est un nouvel indicateur, pour nous, du malaise des enseignant-es. Seuls 152 seront satisfait-es. Nous vous demandons d'élargir les possibilités d'accès à tous les postes du mouvement en supprimant le plus grand nombre de postes soumis à commission. Ajouté aux demandes de changement de départements non satisfaites, ce sont ainsi les possibilités de mobilité qui sont mises à mal et qui viennent compléter la liste des droits des personnels bafoués. En effet, le SNUipp-FSU vous alerte, depuis pas mal de temps, sur la situation de collègues qui souhaitent pouvoir souffler, se donner de nouvelles perspectives ou simplement mener de front vie professionnelle et vie personnelle. Or, qu'il s'agisse du droit à formation, des demandes de temps partiel ou de disponibilité sur autorisation, ces collègues se heurtent à une fin de non-recevoir. Cette bienveillance tant vantée doit être de rigueur dans les pratiques quotidiennes de l'Education nationale. Nous demandons à nouveau que l'accès aux temps partiels sur autorisation pour tout type de poste et toutes quotités soient acceptés.

Pour en revenir au mouvement, le SNUipp-FSU 12 a appris lundi dernier que le SE-UNSA12 a proposé à ses adhérents de leur communiquer les résultats « prévisionnels » tout en leur demandant de les garder « confidentiels ». Cette pratique clientéliste contrevient aux règles en usages dans le département quant au principe d'équité mais aussi au fonctionnement communément admis des instances et au rôle des délégué-es du personnel. Cette procédure ne permet aucune vérification des résultats et donc aucune détection d'erreur.

Dans certains départements, les représentant-es des personnels de diverses organisations syndicales publient les résultats du mouvement avant la CAPD mais cette publication s'adresse à l'ensemble des personnels et pas seulement à ceux qui ont payé leur cotisation. Cela permet à chacun de vérifier que les opérations du mouvement se déroulent en toute transparence et équité et parfois de déceler des erreurs.

Par le passé, le SNUipp-FSU 12, mandaté par ses instances, a déjà pratiqué des opérations de transparence en publiant une liste anonymée des résultats et n'exclut pas de le refaire mais au bénéfice de l'ensemble des personnels.

Nous souhaitons aussi dire un mot des attaques que prépare le gouvernement contre la Fonction publique. Vous avez eu à en mettre en œuvre une première étape avec le recrutement d'agents contractuels. Nous tenons à réaffirmer notre attachement à la gestion collective de nos carrières dans le cadre paritaire de règles explicites au contraire de l'arbitraire et de la toute-puissance managériale. Ce principe garantit aux fonctionnaires et aux usagers que le service public n'est pas instrumentalisé par des intérêts particuliers mais qu'il demeure au service de l'intérêt général.

Le 22 mai prochain, les agents de la Fonction Publique sont appelé.es à se mettre en grève. L'unanimité de l'appel à la grève est un signe de la gravité des attaques amorcées avec le projet de transformation de la Fonction publique appelé « Action Publique 2022 ». C'est un projet dangereux pour les agents et pour les usagers des services publics.

Cette mobilisation intervient dans un climat social tendu. Tendu parce que le gouvernement attaque tous azimuts, tendu parce que la marque de ce gouvernement est le passage en force, l'affaiblissement du débat parlementaire via les ordonnances mais aussi un dialogue social qu'il veut réduire au strict minimum. Le SNUipp-FSU prendra toute sa place pour s'opposer à ces attaques sans précédent.

Le 22 mai sera massif, engagé et mobilisé.